

Convergeons et agissons ensemble pour nos droits, et nos salaires !

Emmanuel Macron a fait ses annonces pour tenter de mettre fin à la colère sociale exprimée depuis plusieurs semaines. Mais pas de surprises : quelques mesures sociales, une fausse augmentation de 100 euros par mois du SMIC, augmentation qui intègre en réalité la hausse légale déjà annoncée de 1,8 % et l'augmentation de la prime d'activité qui dépend des ressources du ménage, une prime exceptionnelle au bon vouloir des employeurs, une exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires et l'annulation de la hausse de la CSG pour 2019 pour les retraité-es qui gagnent moins de 2000 euros.

Ces annonces sont loin de constituer un tournant dans la politique de ce gouvernement. Emmanuel Macron fait semblant d'oublier qu'il a accentué les politiques néolibérales qui avantagent les entreprises et les plus riches, au détriment de l'intérêt général, au détriment des plus précaires, des femmes, chômeur-euses, retraité-es, de la jeunesse.

Aucun tournant majeur n'a été pris, et c'est encore le budget de l'État qui est mis à contribution, tandis qu'aucune contrainte n'est mise sur les entreprises, les grandes fortunes, puisque ni le CICE (40 milliards par an pour les grandes entreprises), ni la suppression de l'ISF, ni de la flat tax et de la baisse de l'impôt sur les sociétés ne sont mis en cause ! La question d'une juste répartition des richesses est totalement évincée.

Rien de global pour les salaires, les pensions ou les minima sociaux, rien pour les revendications lycéennes, rien pour la transition écologique, rien pour le re-développement des services de proximité ou des transports en commun, rien pour la fonction publique... tandis que la réponse répressive et autoritaire est maintenue avec vigueur. Pire, elle va être accentuée !

Au Ministère du Travail, la situation est catastrophique. Entre 2014 et 2018, les effectifs ont diminué de 700 agents. Outre le gel du point d'indice qui touche tous les fonctionnaires, le RIFSEEP n'est qu'une nouvelle manière de ne pas augmenter les salaires et individualiser encore davantage les rémunérations. Des miettes de reliquats sont versées en fin d'année telle une obole pour se donner bonne conscience pendant que la hiérarchie s'octroie création de grade (directeur du travail hors classe) et augmentation de l'IFSE de 1100 euros avec rétroactivité pour 2018 pour les RUCs !

Le gouvernement a décalé au mois de janvier la présentation des mesures dans le cadre de CAP 22 qui s'annonce comme un plan de destruction des services publics de grande envergure !

SUD TAS appelle à amplifier et faire converger les mobilisations actuelles pour la justice sociale et fiscale.

Nous appelons à rejoindre samedi 15 décembre les mobilisations des Gilets Jaunes. Il ne s'agit pas de « s'imposer » ou de « récupérer » mais bien de converger et d'agir ensemble, d'amplifier ce qui existe déjà à de multiples endroits.